

Société de Commissariat aux Comptes

Commissaires aux comptes associés :

- Yves-Marie BIROT
- Jean-François DEVAUD
- Bruno FREULON
- Christelle SERRET
- Benjamin GRIEU

MAISON FAMILIALE RURALE

Association loi 1901

47, avenue de Poitiers

79170 BRIOUX-SUR-BOUTONNE

Exercice clos le 31 décembre 2024

Siège social

146, bd de Poitiers - BP 80086
79302 BRESSUIRE CEDEX
Tél : 05 49 74 04 66
e-mail : sorec.audit@sorec.fr

Bureaux de Thouars

13, avenue du Bois la Dame
79100 SAINT-JEAN DE THOUARS
Tél : 05 49 96 19 06

Bureaux de Pouzauges

24, place du Mal de Lattre
85700 POUZAUGES
Tél : 02 51 57 84 30

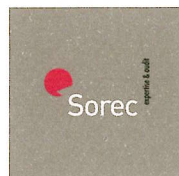
Bureaux de Niort

552, avenue de Limoges
79000 NIORT
Tél : 05 49 73 06 85

www.sorec.fr

RAPPORTS

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES



RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'Assemblée Générale de l'association MFR de BRIOUX-SUR-BOUTONNE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MFR de BRIOUX-SUR-BOUTONNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

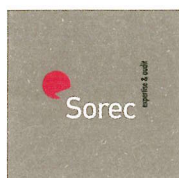
Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

.../...

7



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- La proratisation des versements par les OPCO pour les remboursements liés à l'apprentissage générant des calculs de produits à recevoir et de produits constatés d'avance mentionnée dans la note « *Informations générales complémentaires* » de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à examiner la méthodologie retenue par l'association, à apprécier les hypothèses utilisées et à vérifier que la note de l'annexe fournie une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

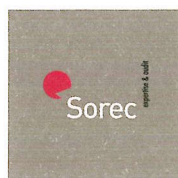
Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle, conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

.../...



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé, conformément aux normes d'exercice professionnel, permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit, afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à BRESSUIRE, le 4 avril 2025.

En 2 exemplaires originaux.

SOREC AUDIT
SARL au capital de 50.000 €
Commissariat aux Comptes
146, bd de Poitiers - BP 80086
79302 BRESSUIRE CEDEX- Tél. 05 49 74 04 66
sorec.audit@sorec.fr

Pour SOREC AUDIT
Jean-François DEVAUD
Commissaire aux Comptes
Membre de la CRCC Ouest-Atlantique

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques...				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	75 293	40 550	34 743	36 321
	Constructions	1 961 846	1 338 214	623 632	714 430
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	270 138	235 334	34 803	35 649
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>				
	Immobilisations financières (1)				
	Participations et Créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	4 628		4 628	4 628
	Prêts				
	Autres	1 298		1 298	1 180
	Total I	2 313 202	1 614 098	699 104	792 209
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours	7 281		7 281	10 453
	Créances (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	404 825	13 379	391 447	219 446
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	123 567		123 567	254 774
	Valeurs mobilières de placement	75 000		75 000	138 857
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	209 007		209 007	214 502
	Charges constatées d'avance (2)	9 073		9 073	12 243
	Total II	828 753	13 379	815 374	850 275
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)				
	Primes de remboursement des emprunts (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		3 141 955	1 627 477	1 514 478	1 642 483

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12
FONDS PROPRES	Fonds propres		
	Fonds propres sans droit de reprise :		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise :		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
FONDS DÉDIÉS	Ecarts de réévaluation		
	Réserves :		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		
PROVISIONS	Situation nette (sous total)		
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total I		
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
DETTES (1)	Total II		
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total III		
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés		
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
	Total IV		
	Ecarts de conversion passif (V)		
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

89 644
282 928

117 292
266 096

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations		6 025		7 250
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service		797 854		981 192
Parrainages		50 058		54 937
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation		383 120		347 585
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				4 610
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		28 761		8 830
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits		34		33
Total I		1 265 851		1 404 436
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes		340 275		441 387
Aides financières		500		1 156
Impôts, taxes et versements assimilés		11 184		11 672
Salaires et traitements		662 811		699 743
Charges sociales		233 085		233 577
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		109 886		112 599
Dotations aux provisions		8 979		26
Reports en fonds dédiés				
Autres charges		24 489		286
Total II		1 391 211		1 500 446
1 - Résultat d'exploitation (I-II)		125 360		96 009

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12
Produits financiers		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		277
Autres intérêts et produits assimilés	2 093	3 181
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	2 093	3 458
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	2 883	3 689
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	2 883	3 689
2. Résultat financier (III-IV)	790	231
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	126 150	96 240
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	3 694	690
Sur opérations en capital	40 249	41 435
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	43 942	42 125
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	6 309	4 647
Sur opérations en capital	600	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	6 909	4 647
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	37 034	37 478
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I+III+V)	1 311 886	1 450 019
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 401 003	1 508 781
5. EXCEDENT OU DEFICIT	89 116	58 762